



INFRASTRUCTURES

Macky Sall plaide pour la construction du pont Brazzaville-Kinshasa

Le président du Sénégal a appelé, le 11 septembre à Brazzaville, à la mise en œuvre du projet de construction du pont route-rail devant relier les deux capitales les plus proches du monde.
 « Il n'est pas normal en 2019, 2020 et 2025 qu'entre Kinshasa et Brazzaville, on puisse encore prendre un bateau. C'est un plaidoyer pour que ce projet, qui fait la fierté de l'Afrique, puisse voir le jour », a déclaré Macky Sall, en marge de la cinquième édition du forum Investir en Afrique.

Page 3



MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES

Le laboratoire Biogaran lance ses activités au Congo

Le laboratoire pharmaceutique français Biogaran, filiale du groupe Servier et spécialisé dans la fabrication des médicaments génériques, va lancer, sous peu, ses activités en République du Congo où il entend proposer aux patients des médicaments importés de France, aux standards européens et à des prix accessibles.

La gamme proposée par Biogaran est bio-équivalente aux médicaments d'origine, garantissant la même efficacité. Elle répond aux enjeux de santé publique et permet, entre autres, la prise en charge de pathologies majeures comme l'hypertension artérielle et le cancer, ainsi que l'épilepsie.

Page 6



EDUCATION

Les pédagogues préoccupés par l'amélioration de la qualité de l'enseignement



Les praticiens du système éducatif en conclave pour le conseil national de l'éducation

Les pédagogues sont en conclave à Brazzaville à la faveur de la 21e session du conseil national de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation en vue de réfléchir sur les différentes méthodes et pratiques devant participer au renforcement de l'efficacité du système éducatif congolais.

Placées sur le thème « Théories et pratiques pédagogiques des programmes, méthodes, livres et

manuels scolaires dans la quête de la qualité et de l'amélioration de notre système éducatif », ces retrouvailles constituent un moment important de faire l'autopsie de l'éducation au Congo.

Page 4

INTERVIEW

Daniel Owassa salue le renforcement de la coopération Chine-Congo

Dans une interview aux Dépêches de Brazzaville, l'ambassadeur du Congo en Chine, Daniel Owassa, s'est dit satisfait du renforcement de la coopération entre les deux pays. Il y aborde également le Forum Chine-Afrique qui s'est tenu à Brazzaville, du 10 au 12 septembre ; la situation des étudiants congolais et les activités commerciales entre la Chine et le Congo.

Page 11



L'ambassadeur du Congo en Chine, Daniel Owassa

BASKETBALL

La NBA et OCP se lancent dans la réalisation d'infrastructures sportives en Afrique

Page 16

ÉDITORIAL

Volonté

Page 2

ÉDITORIAL

Volonté

Le cinquième forum Investir en Afrique, qui se clôture ce 12 septembre à Brazzaville, a été pour les hommes d'affaires et les décideurs publics, l'occasion d'échanger sur les opportunités qu'offre le continent en matière de diversification des économies et de création d'emplois. A l'échelle planétaire, il est clair que sur ces questions-là, l'Afrique a du retard à combler par rapport à d'autres parties du monde. La question se pose souvent de savoir si elle en a les moyens, et mieux encore la volonté d'aller de l'avant.

De temps en temps, leur expertise de pointe aidant, les grandes institutions internationales spécialisées dans la prospective diffusent leurs bulletins de santé sur les économies africaines, pays par pays. Sur cinquante-quatre Etats, le compte est relativement bon pour une dizaine d'entre eux, tandis que le gros lot représente la masse de ceux qui, à leurs yeux, ont toujours de la peine à harmoniser leurs politiques publiques avec les impératifs du développement.

Ces lectures d'initiés, heureusement, ne poussent pas à la déprime totale. Elles mettent aussi en lumière le fait que l'Afrique est un continent prometteur ; celui vers lequel convergeront dans un futur proche de lourds investissements. Le dynamisme de sa population, plus d'un milliard aujourd'hui, sa forte jeunesse, la richesse de son sol et de son sous-sol sont autant d'atouts susceptibles d'inverser les tendances en faveur du développement de l'Afrique.

Ne devrait-on pas établir un lien intrinsèque entre le succès d'une telle vision et les engagements fermes attendus des dirigeants africains au-delà des bonnes intentions sensément présentées ? La réponse à cette question est assurément oui, quand on pense aux thématiques de la présente rencontre. Elle a ciblé le développement du capital humain, la révolution numérique, le climat des affaires, les énergies, l'industrialisation, l'environnement ou encore le partenariat public-privé, toutes choses qui ne peuvent être concrétisées sans la participation directe des gouvernements.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La FAO s'engage à accompagner le Congo à atteindre l'objectif «Faim zéro»

Le directeur régional de l'agence onusienne, Haile Gabriel Abébé, a annoncé, le 11 septembre à Brazzaville, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, que son institution compte appuyer le pays afin de lui permettre de développer son agriculture et lutter contre la faim.



Le directeur régional de la FAO répondant aux préoccupations de la presse/Adiac

Le responsable régional de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) est venu au Congo dans le cadre du forum Investir en Afrique. Il a rencontré, tour à tour, le président du Sénat, Pierre Ngolo, et celui de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, avec lesquels il a discuté des modalités d'une collaboration dans le domaine agricole.

Haile Gabriel Abébé a tenu à échanger avec ces deux personnalités, au regard du rôle que les deux chambres parlementaires jouent dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

« Le Sénat et l'Assemblée nationale ont mis en place, en 2018,

une alliance parlementaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Congo est, à ce jour, le premier pays d'Afrique centrale à avoir établi ce type d'alliance. C'est une manière pour la FAO de positionner les parlements afin qu'ils continuent de jouer convenablement leur rôle dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle », a indiqué le directeur régional de la FAO au sortir de la rencontre avec le président du Sénat.

L'objectif de cette démarche est de favoriser l'éclosion de l'agriculture au Congo. Un secteur porteur de richesse et créateur d'emplois, mais dont 2% seulement des terres sont mises en valeur,

sur les dix millions d'hectares de terres fertiles qu'il compte. L'ultime but est surtout de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays afin de permettre à tout un chacun de manger à sa faim, conformément aux Objectifs de développement durable.

« Le Congo dispose d'énormes opportunités agricoles. En dehors de son climat très favorable, il est abondamment arrosé par le fleuve Congo. Le partenariat à signer avec le Congo va lui permettre de booster l'agriculture afin que les Congolais produisent suffisamment et atteignent l'objectif «Faim zéro» », a souligné Haile Gabriel Abébé, à l'issue de sa rencontre avec le président de l'Assemblée nationale.

Rappelons que Haile Gabriel Abébé est de nationalité éthiopienne. Docteur en développement rural, il est nanti d'une riche expérience dans la gestion des écosystèmes agroalimentaires.

Firmin Oyé

« Le Sénat et l'Assemblée nationale ont mis en place, en 2018, une alliance parlementaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Congo est, à ce jour, le premier pays d'Afrique centrale à avoir établi ce type d'alliance. C'est une manière pour la FAO de positionner les parlements afin qu'ils continuent de jouer convenablement leur rôle dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eliot
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengutu Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INFRASTRUCTURES

Macky Sall plaide pour le pont entre Brazzaville et Kinshasa

Le chef de l'Etat sénégalais s'est prononcé, le 11 septembre, en marge de la cinquième édition du forum Investir en Afrique, en faveur du projet de construction du pont route-rail devant relier les deux capitales les plus proches au monde.

« Il n'est pas normal qu'en 2019, 2020 et 2025, entre Kinshasa et Brazzaville on puisse encore prendre un bateau... C'est un plaidoyer pour que ce projet qui fait la fierté de l'Afrique puisse voir le jour », a indiqué Macky Sall. Le pont route-rail Brazzaville-Kinshasa qui va connecter la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC) figure parmi les projets régionaux identifiés dans le cadre du programme de développement des infrastructures en Afrique. Ce

projet est assorti du prolongement du chemin de fer Kinshasa-Ilebo.

L'ouvrage va surplomber le majestueux fleuve Congo à hauteur de la localité de Maloukou. Il devrait permettre de faciliter la mobilité des per-

sonnes et des biens, de favoriser les échanges commerciaux entre les deux pays, tout en contribuant à l'intégration régionale et continentale.

Ce pont va, en outre, contribuer au développement du corridor reliant les villes de

Tripoli (Libye) et Windhoek (Namibie) et de la dorsale Libreville (Gabon) et Mombasa (Kenya).

Les études de faisabilité de ce projet dont le coût est estimé à 550 millions de dollars, soit environ 330 milliards de francs CFA, ont été financées par la Banque africaine de développement.

Le chef de l'Etat sénégalais s'est réjoui de la tenue de la cinquième édition du forum Investir en Afrique à Brazzaville, au cœur du continent. Il a salué l'appui des partenaires dans l'organisation de ces retrouvailles, notamment la Chine et la Banque mondiale.

Macky Sall a aussi évoqué

d'autres projets régionaux à l'image du pont Sénégal-Gambie qui lie son pays à la Gambie et le projet de construction d'un ouvrage d'art entre le Sénégal et la Mauritanie.

Il a insisté sur la construction des infrastructures, la connexion des réseaux routiers et de fibre optique, la formation des ressources humaines en vue du développement de l'Afrique.

« Voilà pourquoi les partenaires doivent nous accompagner dans nos choix », a dit le chef de l'Etat du Sénégal, ajoutant qu'« aujourd'hui l'Afrique sait ce qu'elle veut et où elle veut aller ».

Christian Brice Elion

« Il n'est pas normal qu'en 2019, 2020 et 2025, entre Kinshasa et Brazzaville on puisse encore prendre un bateau... C'est un plaidoyer pour que ce projet qui fait la fierté de l'Afrique puisse voir le jour »

FORUM INVESTIR EN AFRIQUE

De nombreux contrats signés et du potentiel à explorer

Les échanges autour des opportunités du continent se poursuivent à Brazzaville, avec la signature, le 11 septembre, d'un accord de partenariat entre la société congolaise Eco-Oil énergie et la chinoise Camaco, en présence des membres du gouvernement.



Les promoteurs IcubeFarm/DR

Le partenariat entre les deux entités privées vise à favoriser la mécanisation de l'agriculture au Congo. Le document signé par le PDG d'Eco-Oil, Claude Wilfried Etoka, et le représentant de Camaco, Zang, prévoit des travaux d'aménagement et l'installation d'une usine de montage des équipements agricoles dans la zone industrielle de Maloukou, à 45 km de Brazzaville.

Une cinquantaine de tracteurs Yto de 60 à 120 CV sera déployée pour les travaux de terrain, notamment sur d'autres sites d'Eco-Oil à Owando, Nkayi, Itoumbi et Mokeko. Pour un meilleur rendement de la chaîne de montage mixte, dix techniciens machinistes seront formés à la maison Yto de Luoyang (Chine) pour une durée de deux mois, afin de coordonner les onze postes de montage des tracteurs prévus.

De quoi satisfaire le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture et de l'élevage, Henri Djombo, qui pense que la signature de cet accord entre deux acteurs privés

chinois et congolais contribuera à accroître la production nationale. « Le marché local est étroit, il va falloir aller à la conquête du marché sous-régional et d'autres marchés. Nous allons être des exportateurs du matériel agricole », a-t-il indiqué.

L'installation de l'usine va également contribuer, a poursuivi le ministre d'Etat, à réduire la pénibilité de travail chez les producteurs locaux. Il a enfin invité les partenaires impliqués dans le projet à investir dans la culture de manioc et d'autres filières retenues dans le cadre du Plan national de développement agricole 2018-2022.

Outre cette signature, des contrats sont conclus entre les investisseurs chinois et le gouvernement congolais dans la fourniture de l'électricité, la réhabilitation et la construction de nouveaux chemins de fer, ainsi qu'un contrat entre la Chine et la Banque de développement d'Afrique centrale pour les projets à fort impact socio-économique.

Un nouvel acteur du numérique s'installe au Congo

En marge des discussions en panels, des projets innovants ont été présentés à l'instar de la start-up IcubeFarm. L'entreprise et sa fondatrice, Yolanda Asumu, proposent en ligne des formations et des offres d'emploi aux jeunes africains. IcubeFarm vient de lancer sa succursale à Brazzaville et entend mettre à la disposition des demandeurs d'emploi congolais son réseau professionnel panafricain.

Le forum de Brazzaville constitue pour la jeune start-up une occasion de nouer des partenariats avec des acteurs essentiellement privés. « Notre portail compte plus de trois cents entreprises inscrites, lesquelles bénéficient de nombreuses opportunités offertes grâce cette adhésion. Nous disposons aussi d'une base de données active de nombreux curriculum vitae de jeunes hommes et femmes ambitieux », a assuré Yolanda Asumu.

Fiacre Kombo

ACCORDS DE PARIS SUR L'ÉDUCATION

Le comité FMC Talangaï salue l'initiative

Dans une déclaration rendue publique, le 10 septembre à Brazzaville, le président du comité de la Force montante congolaise (FMC) du 6^e arrondissement, Hermann Koumou Ollessongo, s'est dit ému, suite à l'accord conclu lors du récent voyage du chef de l'Etat en France, visant à soutenir la formation des jeunes congolais, afin de les rendre compétitifs sur le marché de l'emploi.

Le chef de l'Etat venait d'effectuer au début de ce mois une mission de travail en France. A l'occasion, de nombreux accords avaient été signés entre le Congo et ce pays dans divers domaines, dont celui visant l'amélioration du système éducatif congolais. Cet accord prévoit en premier la formation des formateurs, lesquels vont, à leur tour, renforcer les capacités professionnelles de leurs collègues qui sont sur le terrain.

Outre le volet formation des formateurs, qui vise la professionnalisation du métier d'enseignant, il y est inscrit aussi la modernisation de l'enseignement supérieur, avec pour objectif principal de favoriser l'émergence des lycées d'excellence qui constituent un leitmotiv pour le gouvernement.

Selon les termes de cet accord, une collaboration sera établie entre les grandes écoles supérieures françaises, publiques comme privées, avec celles du Congo, en vue de leur permettre d'acquérir l'expérience française.

Conscient de ce que l'éducation et la formation demeurent l'unique moyen sûr pour préparer une jeunesse évoluée, capable de contribuer au développement du pays, le président de la FMC Talangaï voit en cet accord une aubaine pour les jeunes congolais. « La formation est un investissement à long terme et un grand espoir pour la préparation de l'élite d'un pays. C'est pourquoi, l'accord signé entre le Congo et la France dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur est une aubaine pour la jeunesse », a précisé Hermann Koumou Ollessongo.

Abordant le volet environnement, pour lequel des accords importants ont été aussi signés, le responsable de la FMC Talangaï a estimé que cette initiative permettra au Congo de poursuivre ses efforts en faveur de la protection de l'environnement, de la biodiversité et des écosystèmes dans la forêt du bassin du Congo, deuxième poumon écologique, après l'Amazonie gravement menacée par des incendies.

Par la même occasion, il a loué l'aboutissement heureux de l'accord économique conclu, le 11 juillet dernier, avec le Fonds monétaire international.

Hermann Koumou Ollessongo a appelé les jeunes de Talangaï, en particulier, et ceux du Congo, en général, à ne pas céder à la manipulation des hommes politiques au profit d'un Congo unifié et en paix.

Firmin Oyé

ÉDUCATION

Les pédagogues préoccupés par l'amélioration de la qualité de l'enseignement

La 21^e session du conseil national de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation s'est ouverte le 11 septembre, à Brazzaville, avec pour objectif de renforcer l'efficacité du système éducatif en améliorant sa qualité.

Le conseil national de l'éducation n'a pas seulement pour objectif d'élaborer de nouveaux programmes ou méthodes d'enseignement mais aussi de les évaluer, a expliqué le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, ouvrant les travaux dudit conseil. Il s'agira donc de voir, entre autres, si les programmes en cours sont toujours d'actualité, s'ils offrent une éducation de base de qualité en permettant aux enfants d'acquérir les compétences requises à la fin de chaque cycle. Aussi sera-t-il question de savoir si les mé-



Le ministre Anatole Collinet Makosso ouvrant les travaux du conseil national de l'éducation

par ailleurs, s'assurer si la pédagogie par objectif a montré ses limites au point de migrer vers l'approche par compé-

teux, les praticiens évalueront également les actions entreprises pendant l'année scolaire écoulée sur la base des recommandations de la précédente session, avant de tirer les leçons et formuler de nouveaux axes de travail et de réflexion à mettre en œuvre dès l'année scolaire qui pointe à l'horizon.

« Des regards croisés sur la pratique de la classe... »

« Théories et pratiques pé-

dagogiques des programmes, méthodes, livres et manuels scolaires dans la quête de la qualité et de l'amélioration de notre système éducatif » est le thème retenu pour ce forum de l'éducation nationale, plus précisément du sous-secteur de l'enseignement général. Le ministre a appelé l'ensemble des sachsants qui prennent part aux travaux à faire un travail minutieux au service de l'école congolaise, de la société et

de l'humanité. Pour sa part, l'inspecteur général de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, David Boke, a expliqué que les regards croisés seront portés sur la pratique de la classe, les méthodes et les techniques didactiques. Dorénavant, selon lui, dans la pratique de classe, l'enseignant ne se limitera plus à la transmission de connaissances. Il doit devenir un guide, un accompagnateur dans le domaine du développement de compétences disciplinaires et transversales chez l'élève. Il doit contribuer à l'exercice des habilités intellectuelles de création, d'analyse et de jugement de l'enfant. « Pour y parvenir, l'enseignant doit utiliser diverses modalités et techniques d'apprentissage », a souligné David Boke. Ce sont donc toutes ces problématiques qui seront analysées durant les travaux du conseil national de l'éducation.

Rominique Makaya

« Pour y parvenir, l'enseignant doit utiliser diverses modalités et techniques d'apprentissage »

thodes utilisées à l'école primaire notamment donnent la possibilité aux apprenants de maîtriser les savoirs fondamentaux.

Les pédagogues réunis vont,

tence. « Les inspecteurs pédagogiques vont travailler pour proposer des réponses à ces préoccupations », a fait savoir le ministre.

Tout au long de ces tra-

DONATION

Du matériel didactique au profit des élèves du Congo

En marge de sa mission d'enseignement en qualité de professeur associé à Sciences Po Reims et à l'École nationale d'administration publique (Enap), Brice Arsène Mankou, élu local de la ville de Lens, en France, a été reçu par plusieurs parlementaires de la province du Québec, rassemblés au sein de la Fondation des parlementaires du Québec. Le Franco-Congolais s'est vu remettre un lot inattendu de fournitures scolaires pour les élèves congolais contenant six mille dictionnaires français, deux cents ordinateurs, des crayons, des stylos et des ouvrages de français et anglais.

Des démarches administratives ont immédiatement été engagées auprès du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation pour acheminer au Congo le lot de matériel encore entreposé au Canada.

En marge de sa mission d'enseignement en qualité de professeur associé à Sciences Po Reims et à l'École nationale d'administration publique (Enap), Brice Arsène Mankou, élu local de la ville de Lens, en France, a été reçu par plusieurs parlementaires de la province du Québec, rassemblés au sein de la Fondation des parlementaires du Québec. Le Franco-Congolais s'est vu remettre un lot inattendu de fournitures scolaires pour les élèves congolais contenant six mille dictionnaires français, deux cents ordinateurs, des crayons, des stylos et des ouvrages de français et anglais.

Des démarches administratives ont immédiatement été engagées auprès du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation pour acheminer au Congo le lot de maté-



Brice Arsène Mankou au milieu de deux responsables du service international de l'Enap du Canada

riel encore entreposé au Canada. Outre l'obtention de ce matériel, le bureau des parlementaires québécois a élevé Brice Arsène Mankou à la tête de l'Observatoire d'éthique des politiques en Afrique. Entre autres missions, avec l'appui des experts de l'Enap du Canada, il animera le module destiné à renforcer les capacités des jeunes députés et sénateurs. Les lauréats pourront se rendre ensuite à Brazzaville pour recevoir le prestigieux diplôme canadien de l'Enap en éthique et administration publique.

Ce programme est prévu en août 2020 au Québec, au Canada.

Lors de sa mission d'enseignement de cet été 2019, le sociologue a d'ores et déjà dispensé des enseignements de sociologie portant sur les cours suivants : « L'Etat en Afrique », « Le défi des gouvernements ouverts en Afrique », « L'éthique sociale et le rôle des technologies de l'information et de la communication dans le processus du e.gouvernement dans le continent ».

Marie Alfred Ngoma

LUTTE CONTRE LES FAUX MÉDICAMENTS

La Cémac va adopter une réglementation des infractions

Des journalistes congolais ont été édifiés, le 11 septembre à Brazzaville, sur l'adoption par les ministres de la Santé de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) du règlement des infractions et des sanctions liées au trafic des médicaments et produits de santé contrefaits.

La direction de la pharmacie et du médicament du Congo a salué l'avancée qui, selon elle, permettra de traduire en justice les tenants des réseaux du trafic illicite des faux médicaments. « Les amendes vont de cinq cent mille jusqu'à cinq millions de francs CFA et les peines d'emprisonnement ferme jusqu'à 7 ans », a commenté le Dr Boniface Okouya, élu par l'Association africaine des autorités de réglementation pharmaceutique au poste de secrétaire général de cette organisation. Selon cette direction, ce règlement des infractions et des sanctions validé par les ministres de la Santé de la zone Cémac sera signé et promulgué lors de la conférence des chefs d'Etat qui se tiendra à Malabo, en Guinée équatoriale.

En rapport avec la profession de pharmacie, ladite association a pour objectifs de renforcer les capacités managériales des autorités de réglementation des pays membres, concilier les textes en vigueur en Afrique, aider les pays dont la législation est faible à pouvoir élaborer et faire adopter de nouveaux



textes par les autorités. Afin de corser l'exercice de la profession pharmaceutique, l'association africaine créera des liens de solidarité entre les pays membres pour promouvoir

« L'association sera appelée à jouer un rôle clé dans la réalisation du projet de création de l'agence africaine des médicaments, promue par le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso »

l'industrie et la politique pharmaceutique en Afrique. « L'association sera appelée à jouer un rôle clé dans la réalisation du projet de création de l'agence africaine des médicaments, promue par le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso », a déclaré le Dr Boniface Okouya.

Ce projet, a-t-il indiqué, est appuyé par l'Union africaine et va

Au centre, le Dr Boniface Okouya/Adiac renforcer les prérogatives des autorités de réglementation pharmaceutique membres de cette association.

Signalons que l'Association africaine des autorités de réglementation pharmaceutique a été créée à la faveur de la 20e édition du forum pharmaceutique international tenue du 4 au 8 juillet dernier, à Marrakech, au Maroc.

Fortuné Ibara



REPRESENTATION EN REPUBLIQUE DU CONGO

Case postale 1093
18, Avenue Emile Biayénda
Quartier Mission Catholique Sacré Cœur
Centre ville - Brazzaville
République du Congo

Tel. : 06 808 13 24/05 737 37 03
Fax: +41 22 739 7279

ANNONCE RELATIVE A LA PUBLICATION D'UN AVIS D'APPEL D'OFFRES DE SERVICE A L'UNHCR.

La Représentation du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), lance un (01) avis d'appel d'offres à savoir :

«Demande De Proposition N° HCR/BZV/UAL/AAO/015/2019-gdsa pour la fourniture des services d'assurance pour les flottes automobile, motocycle et nautique du HCR en 2020 »

Les dossiers de candidatures sont à retirer à la guérite de la Représentation de l'UNHCR, sise au n° 18, de l'avenue Cardinal Emile BIAYENDA, quartier Cathédrale Sacré cœur, Centre-ville.

Les offres signées et cachetées devront être déposées auprès du Secrétariat de la Représentation à la même adresse, au plus tard le 10 octobre 2019 à 17 h 00.

Brazzaville, le 10 septembre 2019

Section Approvisionnements



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

NUMERIQUE SÉRIGRAPHIE FELLICULAGE ODS CARRE COLLE CONCEPTION



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Presse

- Quotidiens
- Hebdomadaires
- Menus
- Numéros spéciaux

Offset

- Chemises à rabat
- Magazines
- Livres
- Dépliants
- Documents administratifs
- Calendriers
- Flyers
- Affiches
- Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-cong

SANTÉ

Le laboratoire Biogaran aidera le Congo à rendre les médicaments plus accessibles

Filiale du groupe Servier, le laboratoire pharmaceutique français annonce le démarrage de ses activités en terre congolaise. Ce qui permettra sans nul doute de faciliter l'accès aux médicaments génériques.

Biogaran commercialise depuis le début du mois en cours trente-et-un médicaments issus de sa gamme de près de neuf cents spécialités. La gamme proposée par le laboratoire pharmaceutique permet la prise en charge des pathologies comme l'hypertension artérielle et le cancer ainsi que les maladies invalidantes dont l'épilepsie. Neuf types de médicaments sont déclarés essentiels et

répondent aux enjeux de la santé publique selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Tous les médicaments Biogaran sont bio-équivalents aux médicaments d'origine, garantissant ainsi la même efficacité. Biogaran s'engage, par ailleurs, à recueillir tous les cas de pharmacovigilance détectés chez les patients en République du Congo. « *Biogaran*

souhaite œuvrer en faveur de l'accès aux soins de qualité en Afrique de l'ouest et centrale. Nous voulons y proposer des produits aux standards européens, à un prix accessible », souligne le communiqué de l'entreprise annonçant son implantation au Congo.

Cent mille décès chaque année en Afrique dus au faux médica-

ment. Le même document rappelle que la santé de la population est une des priorités auxquelles il est nécessaire de s'attaquer pour accompagner et accélérer le développement du continent africain. Au-delà des besoins importants de médicaments efficaces, de bonne qualité et accessibles, le taux de pénétration des produits contrefaits est aujourd'hui très

élevé.

L'OMS estime à cent mille le nombre de décès chaque année en Afrique liés à la consommation de faux médicaments. Par ailleurs, la prévalence des maladies cardiovasculaires est en forte augmentation dans les pays africains où la prise en charge des patients s'avère parfois insuffisante. Le Congo qui fait déjà des efforts pour résorber ces problèmes sanitaires aura une bouffée d'oxygène avec l'implantation de ce laboratoire pharmaceutique.

En rappel, Biogaran est un laboratoire pharmaceutique français spécialisé dans les génériques, filiale de Servier et dont le siège se trouve à Colombes (France). Fondé en 1996, il est aujourd'hui numéro un français des génériques. Sur l'exercice 2018, Biogaran a réalisé un chiffre d'affaires brut de 1,252 milliard d'euros avec 290 millions d'unités vendues. À l'international, le groupe est notamment présent au Brésil à travers la société Pharlab. Avec le rachat au Nigeria de Swipha en 2017, laboratoire de médicaments génériques, il réalise sa première implantation en Afrique.

Rominique Makaya



Un échantillon des médicaments Biogaran

« **Biogaran souhaite œuvrer en faveur de l'accès aux soins de qualité en Afrique de l'ouest et centrale. Nous voulons y proposer des produits aux standards européens, à un prix accessible** »

vivendi
create joy

UNIVERSAL
UNIVERSAL MUSIC GROUP

EN PARTENARIAT AVEC
CANAL+

APPEL A CANDIDATURES
SCÈNES TREMPLIN
MBOTE
HIP HOP
RAPPERS-MANAGERS-BEATMAKERS-DJs

SCÈNES TREMPLIN // SALLE SAVORGNAN
DU MARDI 10 AU JEUDI 12 SEPTEMBRE // 14H00
MARDI 10 : TREMPLIN DANSES URBAINES
MERCREDI 11 : TREMPLIN SLAM
JEUDI 12 : TREMPLIN RAP
JEUDI 12 - 19H00 : TREMPLIN DJ À LA CAFÉT'

En amont de la 3^{ème} édition de Mboté Hip Hop, grand concert gratuit dédié aux cultures urbaines, l'IFC invite les jeunes talents passionnés de danse, de slam, de rap et pour la première fois les beatmakers et DJs à venir participer aux tremplins.

Les prix, 5 ordinateurs portables:
Un par catégorie, seront remis sur scène, pendant Mboté Hip Hop. Les gagnants rap, slam, danse et DJing se produiront **en première partie** des artistes majeurs de hip hop venus du **Congo et de RDC**. Le festival sera présenté par **Juliette Fievet**, qui va enregistrer l'émission *Légendes urbaines* de **RFI** en direct de Brazzaville.

Le label Capitol a signé plusieurs artistes d'origine congolaise qui ont rencontré un grand succès. Aussi le Programme Vivendi Create Joy et Universal Music Group ont décidé non seulement d'offrir 5 ordinateurs, mais surtout **10 jours de formation aux métiers de la musique urbaine à 30 jeunes Brazzavillois**, afin qu'ils participent à l'essor des musiques au Congo.

Les quatre catégories d'artistes qui bénéficieront des formations sont : rapper, beatmaker, Dj, et manager.

Alors, inscrivez-vous vite et amenez votre public, sa chaleur aidera les membres du jury à départager les groupes !

Le jury pour les catégories rap, manager, DJing et beatmaking :
Alexandre Kirchoff DG de Capitol
DJ Le Motif (beatmaker pour Booba, Niska, etc)
Et Jolas, DJ, Mboh et Tchopal

Inscriptions à l'accueil de l'IFC :
Catégories Danse, Slam Rap, et DJ sur prestation, dans la limite des places disponibles.
Catégories Manager et Beatmaker sur dossiers : CV et lettre de motivation + CD avec sons originaux pour les beatmakers.
Fin des inscriptions : **Samedi 7 septembre - 17H00**

ENTRÉE LIBRE

www.institutfrancais-congo.com
Programme Septembre 2019 // 17

INSTITUT FRANÇAIS
DU CONGO

SCÈNES TREMPLIN
MBOTE
HIP HOP
RAPPERS-MANAGERS-BEATMAKERS-DJs

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 09 AU 15 SEPTEMBRE

MARDI 10 SEPTEMBRE
9h00 : Tremplin Rap
14h00 : Tremplin danse
18h30 : Ciné-club : La pirogue

MERCREDI 11 SEPTEMBRE
9h00 : Tremplin Rap
14h00 : Tremplin Slam
15h00 : Débat d'idées : Le Bumuntu : une gouvernance locale
19h00 : Mercredi à la 'café' : Even's Mab

JEUDI 12 SEPTEMBRE
9h00 : Tremplin Rap
19h00 : Tremplin DJ

VENDREDI 13 SEPTEMBRE
15h00 : Rencontre littéraire : Congo Brazzaville

SAMEDI 14 SEPTEMBRE
10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (Samedi des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontres de scrabble)
19h00 : Rencontre International de l'Art Contemporain : Arc-en-ciel

JEUDI 12 : DJ

ENTRÉE LIBRE

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com

COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

L'OMS appelle les dirigeants du monde à se mobiliser

L'agence onusienne tiendra une réunion de haut niveau sur la question en marge de la 74e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a annoncé, le week-end dernier, son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

« Je reviens d'une mission en République démocratique du Congo avec le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, pour faire le point sur la riposte à la flambée de maladie à virus Ebola. J'ai pu constater une nouvelle fois qu'Ebola n'est que le symptôme d'un problème plus profond. Quand les gens n'ont pas accès aux services de santé ou que ces services sont de mauvaises qualité et ne répondent pas à leurs besoins, les maladies peuvent se propager et faire des victimes. C'est la raison pour laquelle la réunion de haut niveau sur la CSU qui se tiendra lors de l'assemblée générale des Nations unies, le 23 septembre, est importante », a déclaré le directeur

général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Tedros Adhanom Ghebreyesus a ajouté que c'est une occasion historique pour les dirigeants du monde de réfléchir sur les stratégies à mettre en place pour faire en sorte que personne ne soit privé des services de santé dont il a besoin, simplement parce qu'ils ne sont pas accessibles ou parce qu'ils dépassent ses moyens. Spécifiant le bien-fondé de cette rencontre, le responsable de l'OMS a souligné qu'en 2015, les dirigeants mondiaux s'étaient engagés à instaurer la Couverture sanitaire universelle (CSU) d'ici à 2030, notamment au titre des Objectifs de développement durable (ODD). Ainsi, dans les semaines qui suivront l'As-

semblée générale, l'OMS et ses partenaires publieront la dernière version du rapport mondial de suivi sur la CSU.

« D'après un constat fait, il ressort que nous progressons trop lentement pour atteindre cette cible. Car, beaucoup de gens n'ont toujours pas accès aux services de santé essentiels ou s'en trouvent privés parce que ces services coûtent trop cher. En ce mois de septembre, tous les pays signeront une déclaration sur la santé d'une ampleur sans précédent », a assuré le directeur général de l'OMS.

Un choix politique et économique

Selon Tedros Adhanom Ghebreyesus, la CSU est aussi un choix économique avisé. D'autant plus que les pays qui investissent dans la santé créent une base propice à des gains de productivité et à la croissance économique. Car, quand on est en bonne santé, on peut s'instruire, gagner sa vie, travailler et créer. Ainsi, les retombées pour les entreprises, les économies, les individus,

les familles, les communautés et les pays seront énormes.

« Mon message à la réunion de haut niveau sera clair. Parce que la CSU est un choix politique. J'invite donc tous les dirigeants du monde à faire ce choix, tout d'abord en participant en personne à cette réunion et en contribuant à en faire un succès », a-t-il précisé, avant de signifier que l'OMS est résolue à seconder les pays sur le chemin de la CSU, en leur fournissant un appui stratégique et une assistance technique.

Ses efforts s'appuieront sur des initiatives comme le mouvement mondial CSU-2030, qui vise à renforcer les systèmes de santé et le partenariat. Pour ce faire, un dispositif sera mis en place au niveau des pays pour fournir une expertise technique, renforcer les capacités et faciliter le dialogue stratégique.

Insistant sur la nécessité d'une contribution des Etats, le responsable de l'OMS a indiqué que soutenir les pays sur la voie de la CSU et des autres cibles liées à la santé dans les

ODD n'est pas que l'affaire de son institution. Outre le rapport mondial de suivi sur la CSU, l'OMS et les onze autres institutions publieront, le 24 septembre, le Plan d'action mondial pour la santé et le bien-être de tous. Un plan qui indiquera comment les Etats vont œuvrer ensemble pour atteindre les ODD liés à la santé en harmonisant leurs activités, en progressant plus vite et en rendant compte des résultats obtenus.

« Au sommet intitulé « Action climat » convoqué par le secrétaire général de l'ONU, le 23 septembre parallèlement à la réunion de haut niveau sur la CSU, deux engagements cruciaux seront pris pour la santé, à savoir réduire les émissions de dioxyde de carbone et la pollution atmosphérique et inciter à investir davantage dans l'action pour le climat, la santé publique et le développement durable. Je suis impatient de voir tout le monde à l'Assemblée générale des Nations unies », a conclu Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Rock Ngassakys

« Mon message à la réunion de haut niveau sera clair. Parce que la CSU est un choix politique. J'invite donc tous les dirigeants du monde à faire ce choix, tout d'abord en participant en personne à cette réunion et en contribuant à en faire un succès »

CAMEROUN

Le dialogue national convoqué par Paul Biya a peu de chance d'aboutir

A peine annoncées, les grandes retrouvailles décrétées le 10 septembre par le chef de l'Etat, en vue de mettre fin au conflit meurtrier dans les régions anglophones, sont déjà rejetées par plusieurs organisations séparatistes regroupées au sein du Mouvement de libération du Sud-Cameroun.

Non satisfait de la convocation de la rencontre, le mouvement a d'ores et déjà demandé au chef de l'Etat camerounais de retirer son armée et son administration des régions anglophones. « Nous ne lui permettrons pas d'utiliser un tel cirque pour attirer la communauté internationale », a-t-on précisé alors que ce dialogue est perçu par certains observateurs comme un signe d'ouverture.

Pour le célèbre avocat anglophone et défenseur des droits de l'Homme, Felix Agbor Nkongho, « l'appel pour un dialogue inclusif est très apprécié », ajoutant: « Le gouvernement doit maintenant autoriser les Anglophones des différents bords à prendre part à ce dialogue sans craindre d'être arrêtés ou inquiétés pour leurs idées ».

Blaise Chamango, acteur local de la société civile, a dit qu'à Buea,

le chef-lieu de la région du Sud-Ouest, l'organisation d'un dialogue « que les gens demandent depuis longtemps » est perçue comme un signe d'apaisement. « Mais les séparatistes sont devenus radicaux et tout ce qui est proposé par Yaoundé est perçu comme un cadeau empoisonné », a-t-il relevé, estimant que le retour à la paix sera impossible sans leur participation aux pourparlers.

Lors de l'annonce de la convo-

cation fin septembre de ces pourparlers sur le conflit meurtrier entre des groupes séparatistes de la minorité anglophone et les forces de sécurité dans l'ouest, Paul Biya, 86 ans et au pouvoir depuis 37 ans, avait, dans une adresse à la nation, déclaré : « J'ai décidé de convoquer, dès la fin du mois en cours, un grand dialogue national qui nous permettra (...) d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspi-

« J'ai décidé de convoquer, dès la fin du mois en cours, un grand dialogue national qui nous permettra (...) d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi de toutes les autres composantes de notre Nation »

raisons profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi de toutes les autres composantes de notre Nation ».

Le chef de l'Etat camerounais a, par ailleurs, réitéré son offre de « pardon » aux séparatistes qui « déposent volontairement les armes », mais il a promis à ceux qui s'y refuseraient de subir « toute la rigueur de la loi ». Il veut donc que son pays renoue avec la paix alors que dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, peuplées majoritairement par la minorité anglophone, l'armée affronte depuis deux ans des groupes armés militant pour la création d'un Etat indépendant.

L'annonce du dialogue intervient trois semaines après la condamnation à la prison à vie d'un des principaux chefs séparatistes, Julius Ayuk Tabe, pourtant pas

perçu comme un fervent partisan de la lutte armée, et celle de neuf proches militants par un tribunal militaire. Le chef de l'Etat n'a rien dit sur leur libération.

Le groupe de réflexion International Crisis Group estime que ces exactions de part et d'autre et les combats ont fait plus de deux mille morts depuis fin 2017, et forcé plus de cinq cent trente mille personnes à fuir leur domicile, selon l'ONU.

La crise avait débuté en 2016 par des mouvements de protestation, mais elle a pris un tour meurtrier fin 2017 quand des groupes sécessionnistes ont pris les armes et radicalisé le mouvement. Et devant l'inquiétante dégradation de la situation humanitaire, le régime s'était dit prêt à dialoguer, notamment sous la pression de la communauté internationale.

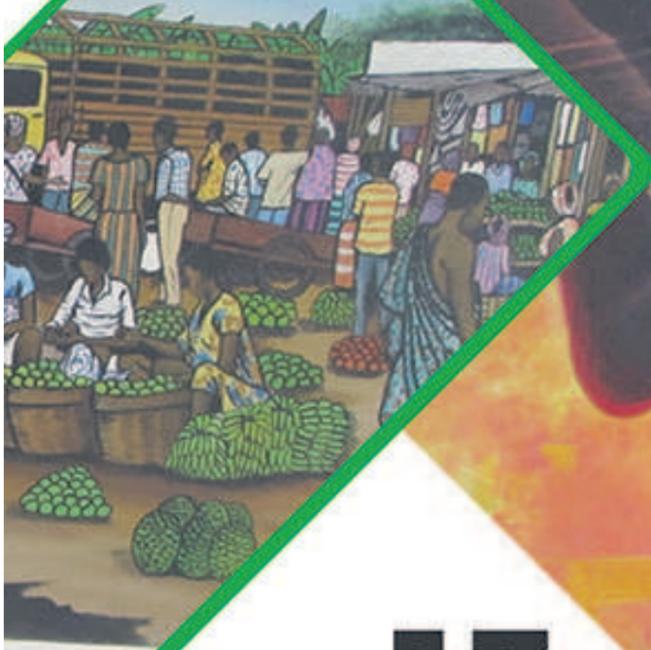
Nestor N'Gampoula

Le Musée Galerie du Bassin du Congo
présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 59^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

*Marché du village
Nzimmy B*



*A la recherche du bonheur
Tumbe Chris*

du 13
Août
Au 12
Octobre 2019

*Les géants de la forêt
Zénon Mosséli*



Musée
du Bassin du **Congo**

Contacts
+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

Adresse
B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guessa
Brazzaville - République du Congo



FRANC CFA

Les pays d'Afrique centrale « sous pression »

Le modèle de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), peu profitable au regard des frontières, des langues et monnaies communes, montre que le commerce intra-zone est inférieur à deux cents millions de dollars. Une réalité qui implique un optimisme prudent quant à la stabilité du franc CFA.

Le franc CFA, monnaie utilisée dans deux régions africaines, est garanti par le Trésor français et arrimé à l'euro. Bien que la baisse des prix des matières premières en 2014 ait révélé des vulnérabilités, la situation n'est pas comparable à celle de 1994, lorsque le franc CFA, qui aura 75 ans en 2020, avait été dévalué de 50% dans les zones occidentales (Uémoa) et centrale (Cémac).

En examinant l'intégration commerciale entre les Etats membres, la mobilité de la main-d'œuvre, le risque de surévaluation du franc CFA, la viabilité de la dette et les réserves de change de la zone (critère de la zone monétaire optimale), des signes de surévaluation de la monnaie dans la région –principalement en Centrafrique, au Gabon et au Congo– ont été constatés par Stéphane Colliac, économiste Senior en charge de l'Afrique et de la France, chez Euler Hermes, et son assistant Chris-Emmanuel Blé, auteurs du rapport intitulé « Le franc CFA a 75 ans : les pays d'Afrique centrale sous pression ».

Selon eux, la zone Cémac est sous pression. « Notre modèle montre que le commerce intra-zone est inférieur de deux cents millions USD à ce qu'il pourrait être étant donné les frontières, langues et monnaies communes. On constate des signes de surévaluation de la monnaie dans la région (principalement en RCA, au Gabon et en République du Congo) en raison de la baisse des prix du pétrole. Cela a conduit à une augmentation de la dette publique et à une baisse du ratio des réserves de change M2 au-dessous du seuil de 20% en République du Congo et au Tchad », argumentent-ils.

Malgré ces fragilités, une rupture ou une dévaluation dans les cinq prochaines années est peu probable, garantissent-ils, avant d'expliquer : « Si les prix du pétrole devaient chuter pendant longtemps à trente dollars américains / baril, la région ne pourrait éviter une dévaluation, mais une dissolution resterait improbable. L'adhésion au franc CFA est une solution institutionnelle qui garantit la stabilité des prix à ses membres. Toute sortie serait plus un choix politique qu'économique ».

La zone Uémoa (Union économique et monétaire ouest-africaine) est sous contrôle, estime le rapport. Dans cette région, la dette publique a augmenté mais reste gérable, la parité du franc CFA ne semble pas surévaluée et le niveau des réserves est suffisant. Cependant, les pays membres ne tirent pas le meilleur parti de cette union monétaire, car les flux commerciaux intra-zone sont inférieurs à ce qu'une union monétaire devrait engendrer dans cinq pays sur huit. L'accord commercial de la Cédéao et le projet de devise éco avec des pays anglophones voisins, tels que le Ghana et le Nigeria, changent la donne. Pourtant, concluent les auteurs du rapport, le franc CFA pourrait bien célébrer son 100e anniversaire avant que l'éco ne le remplace.

Josiane Mambou Loukoula

MIGRATION EN AFRIQUE

Des milliers de morts ces cinq dernières années

Plus de sept mille quatre cents personnes (hommes, femmes et enfants) sont décédées dans leur déplacement à travers le continent depuis 2014, a indiqué, le 10 septembre, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Au nombre de décès de migrants africains enregistrés ces cinq dernières années, près de 60% (quatre mille quatre cents) ont été signalés en Afrique du Nord.

« Cependant, les décès dans cette région ne sont pas bien connus et le nombre réel de vies perdues lors de la migration reste inconnu », a déclaré le porte-parole de l'OIM, Joel Millman, lors d'un point de presse à Genève, en Suisse.

Environ vingt-cinq migrants africains meurent chaque semaine (à peu près mille trois cents chaque année) sur le continent, avant même d'embarquer pour de périlleux voyages maritimes vers l'Europe ou la péninsule arabique.

Selon les dernières données publiées par le Projet sur les migrants disparus (MMP) de l'OIM, cinq cent soixante-treize d'entre eux sont morts, à ce jour, cette année, sur le continent africain. « Ces statistiques ne reflètent pas entièrement la véritable ampleur de la tragédie, car ces chiffres ne représentent que les décès rapportés », a précisé le porte-parole de l'OIM.

Les itinéraires de migration en Afrique subsaharienne sont également dangereux, comme en témoignent les mille huit cent trente décès enregistrés par le MMP depuis 2014. Un grand nombre de ces décès a été enregistré en Afrique de l'ouest, où deux cent quarante personnes



© AFP/Aris Messinis

auraient perdu la vie en 2019.

Les routes terrestres dans la Corne de l'Afrique et le périlleux passage maritime à travers le golfe d'Aden et la mer Rouge ont coûté la vie à au moins mille cent soixante-onze personnes depuis 2014. Ici, des témoignages attestent que des migrants meurent de faim et de déshydratation et sont exposés à des conditions météorologiques extrêmes, à des accidents de véhicules et aux violences aux mains de passeurs.

Les nouvelles données de l'OIM reposent sur des centaines de témoignages oculaires recueillis auprès de migrants dans le cadre d'enquêtes menées par l'Initiative sur les mécanismes de surveillance du centre pour les migrations mixtes. Les entretiens avec les migrants ont été menés par cette structure entre décembre 2018 et avril 2019 en Afrique de l'ouest, du nord et de l'est.

« Toutefois, ces entretiens n'ont couvert qu'un petit échantillon du nombre total de migrants en mouvement en Afrique - ce qui signifie que des centaines de décès supplémentaires ne sont probablement pas signalés et, bien sûr, non comptabilisés », a fait valoir l'OIM.

Par ailleurs, l'OIM regrette également que peu d'efforts aient été déployés pour collecter davantage d'informations sur les personnes décédées au cours de leurs migrations sur le continent africain. « Leurs restes pourraient ne jamais être retrouvés, la raison de leur mort non recherchée. Leurs familles risquent également de ne pas connaître leur mort. Elles sont forcées de naviguer dans la vie quotidienne avec la peine de ne pas savoir si leur proche est mort ou en vie », a conclu Joel Millman.

J.M.L.

MESSAGE DE CONDOLÉANCES DU CHEF DE L'ETAT CONGOLAIS À SON HOMOLOGUE DU ZIMBABWE

Brazzaville, le 10 septembre 2019

Présidence de la République du Congo

Monsieur le président et cher frère,

C'est avec une vive émotion et une totale consternation que j'ai appris le décès de l'ancien président de la République du Zimbabwe, Robert Mugabe.

En cette circonstance particulièrement douloureuse, je voudrais, au nom du peuple et du gouvernement congolais ainsi qu'au mien propre, adresser, à votre excellence, à la famille endeuillée et au peuple du Zimbabwe, mes condoléances les plus émues.

Je salue en l'illustre disparu, naguère élevé à la distinction de Héros national, le combattant émérite pour l'indépendance des peuples opprimés d'Afrique australe.

M'inclinant devant la mémoire de ce digne fils d'Afrique, je vous prie d'accepter, Monsieur le président et cher frère, l'expression de ma profonde compassion.


Denis SASSOU N'GESSO.
Son Excellence Monsieur Emmerson MNANGAGWA
Président de la République du Zimbabwe

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le Rwanda accueille des réfugiés séquestrés en Libye

Un accord entre le gouvernement rwandais, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Union africaine (UA) a été signé, le 10 septembre, pour évacuer des réfugiés hors de Libye.

Selon l'accord, Kigali recevra et assurera la protection de réfugiés qui sont actuellement séquestrés dans des centres de détention en Libye. « Ils seront transférés en lieu sûr au Rwanda sur une base volontaire », a précisé le HCR dans un communiqué.

Un premier groupe de cinq cents personnes, majoritairement originaires de pays de la corne de l'Afrique, sera évacué. « Ce groupe comprend notamment des enfants et des jeunes dont la vie est menacée », a indiqué le HCR qui continuera de rechercher des solutions pour les personnes évacuées.

Si certaines des personnes qui seront évacuées de Libye pourront bénéficier d'une réinstallation dans des pays tiers, d'autres seront aidées à retourner dans les pays qui leur avaient précédemment accordé l'asile ou à regagner leur pays d'origine, s'ils peuvent le faire en toute sécurité. « Certains pourront être autorisés à rester au Rwanda sous réserve de l'accord des autorités compétentes », a affirmé le HCR.

Les vols d'évacuation de Libye devraient commencer dans les prochaines semaines et seront menés en collaboration avec les autorités rwandaises et libyennes. L'UA apportera son aide pour les évacuations, fournira un

soutien politique stratégique en matière de formation et de coordination et aidera à mobiliser des ressources. Le HCR, quant à lui, assurera des prestations de protection internationale et fournira l'aide humanitaire nécessaire, y compris des vivres, de l'eau, des abris ainsi que des services d'éducation et de santé. Pour ce faire, l'agence onusienne lance un appel à contribution pour la mise en œuvre de cet accord.

Depuis 2017, le HCR a évacué plus de quatre mille quatre cents personnes relevant de sa compétence depuis la Libye vers d'autres pays, dont deux mille neuf cents par le biais du mécanisme de transit d'urgence au Niger et quatre cent vingt-cinq vers des pays européens via le centre de transit d'urgence en Roumanie.

« Néanmoins, quelque quatre mille sept cents personnes seraient toujours détenues dans des conditions effroyables à l'intérieur de centres de détention en Libye », déplore le HCR. « Il est urgent de les transférer vers des lieux sûrs, de leur assurer la protection internationale, de leur fournir une aide vitale d'urgence et de leur rechercher des solutions durables », souligne l'agence onusienne.

Josiane Mambou Loukoula

SAHEL

Le Premier ministre malien reçu par Emmanuel Macron

Le président français s'est entretenu avec Boubou Cissé, le 10 septembre à Paris, de la coopération contre les groupes jihadistes.

A l'invitation de son homologue Edouard Philippe, le Premier ministre malien est en visite de travail en France, accompagné d'une importante délégation dont cinq ministres. Il a rencontré, entre autres, les Maliens de la diaspora; le conseil des Maliens de l'extérieur; la ministre des Armées, Florence Parly; le chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian; le Mouvement des entreprises de France et l'Agence française de développement qui a promis de l'aide, précisément pour accompagner la décentralisation. Boubou Cissé se focalise, pendant cette visite, sur des progrès accomplis et les défis à relever liés à la détérioration de la situation sécuritaire et économique. Il est également venu à Paris pour chercher un appui politique et économique, mais aussi intéresser les entreprises. Fortement engagée militairement au Mali, la France attend des résultats, notamment dans la mise en œuvre rapide de l'accord d'Alger entre l'État malien et les groupes armés, et le règlement de la crise du centre du pays. Au Palais de l'Élysée où il a été reçu, Boubou Cissé a remercié le chef de l'État français de son soutien pour le renouvellement du mandat de la Mission multi-

dimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma). Il a déclaré que « le combat du Mali contre le terrorisme est aussi le combat de la France et de l'Europe, les soldats français et européens sont des camarades dans un même combat contre le radicalisme inhumain et l'extrémisme violent ». Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a souhaité un financement par cette organisation de la force africaine anti-terroriste du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad). Le sommet des pays d'Afrique de l'ouest, le 14 septembre au Burkina Faso, devrait également appeler à une mobilisation internationale accrue face au jihadisme dans la bande sahélo-saharienne. Les propositions issues de la rencontre de Ouagadougou seront présentées à l'Assemblée générale de l'ONU fin septembre. Des zones entières du Sahel échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU. Un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes a été signé en 2015, mais les violences se sont propagées du nord au centre du Mali, malgré le renforcement de la présence de la Minusma.

Noël Ndong

ETATS-UNIS

Donald Trump limoge son conseiller John Bolton

Le président américain s'est débarrassé de son conseiller à la sécurité nationale, après des mois de division entre les deux hommes sur l'orientation de la politique étrangère.

Le locataire de la Maison-Blanche a annoncé la nouvelle, comme d'habitude, dans un post sur twitter. John Bolton avait une position très tranchée sur le Sahara et des divergences sur nombre de sujets brûlants, de l'Iran à la Corée du Nord en passant par l'Afghanistan.

Ce limogeage spectaculaire intervient dans un



Donald Trump et John Bolton

« J'étais en désaccord avec nombre de ses suggestions, comme d'autres au sein de cette administration »

climat particulièrement tendu entre les Etats-Unis et l'Iran, dossier sur lequel Donald Trump a envoyé des signaux contradictoires ces dernières semaines, entre extrême fermeté et volonté de négocier, voire même de rencontrer son

homologue iranien, Hassan Rohani.

« J'ai informé John Bolton hier soir que nous n'avions plus besoin de ses services à la Maison-Blanche », a tweeté Donald Trump, à l'avocat à la réputation de va-t-en-guerre. « J'étais en dé-

saccord avec nombre de ses suggestions, comme d'autres au sein de cette administration », a ajouté le président américain. « J'ai demandé à John sa démission, elle m'a été remise ce matin », a-t-il poursuivi, assurant qu'il

nommerait son successeur la semaine prochaine.

Une version des faits contestée d'un tweet laconique

John Bolton a présenté une version différente, indiquant qu'il avait proposé au président de lui présenter sa démission lundi soir et que ce dernier lui avait répondu: « parlons-en demain ». Cette annonce est tombée moins de deux heures avant un point de presse, qui avait été annoncé par la Maison-Blanche et auquel devait participer John Bolton en compagnie du secrétaire d'Etat, Mike Pompeo. Elle intervient également moins de 48 h après l'annulation d'une rencontre secrète prévue à Camp David entre le président américain et les talibans avec lesquels Washington négociait un accord de paix sur l'Afghanistan.

N.Nd.

INTERVIEW

Daniel Owassa: « La coopération entre la Chine et le Congo s'est beaucoup développée »

Le partenariat sino-congolais s'intensifie de plus en plus et ce, dans plusieurs domaines. C'est dans ce cadre que près d'une soixantaine de journalistes des pays francophones africains ont récemment participé à un séminaire de formation sur les médias chinois, du 15 août au 4 septembre, à Pékin. En marge de ce séminaire, l'ambassadeur du Congo en Chine a accordé une interview aux journalistes congolais dans laquelle il évoque, entre autres, ce partenariat.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : La coopération entre la Chine et le Congo s'est développée avec, chaque année, de nouveaux axes à explorer. Quelles sont les priorités sur lesquelles vous travaillez actuellement ?

Daniel Owassa (D.O.) : Il est vrai que la coopération entre la Chine et le Congo s'est beaucoup développée. Le partenariat stratégique remonte à 2006 et 2016, à la faveur de la visite d'Etat, la deuxième du genre en l'espace de quatre ans, du président Denis Sassou N'Guesso en Chine, où il a rencontré son homologue, XI Jinping. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire africain et congolais.

L.D.B. : Ce pays devient une destination privilégiée pour les Congolais qui y viennent pour les études, les séminaires, les affaires, etc. Comment l'ambassade gère-t-elle leur présence sur le sol chinois ?

D. O. : Nous avons ici des étudiants dont certains sont à la

fois boursiers de l'état congolais et chinois. D'autres étudiants, par contre, vivent aux frais de leurs parents. Nous avons aussi quelques compatriotes qui résident ici. Quelques cas complexes auxquels nous faisons face viennent des étudiants. La Chine est un pays qui a ses lois et règlements qui doivent être respectés et ce n'est pas toujours le cas avec nos étudiants. Certains sont confrontés aux problèmes de langue et d'autres font face à ceux de paiement de scolarité. La difficulté ici est que pour obtenir un visa, même de séjour, il faudrait que ce soit l'école qui le demande à la police et quand vous n'êtes pas en règle avec l'école, vous ne pourriez pas avoir le visa et le séjour en Chine ne vous sera pas accordé.

L.D.B. : Outre les missions officielles de coopération, peut-on dire que le Congo attire aussi les Chinois ?

D.O. : Il est difficile de faire cette évaluation. Seulement, depuis que nous avons signé avec la Chine l'accord sur l'exemption



Daniel Owassa

des visas pour les détenteurs des passeports diplomatiques, de services ainsi que pour affaire publique (partie chinois), beaucoup de Chinois circulent entre les deux pays.

L.D.B. : Brazzaville abrite le forum « Investir en Afrique » coorganisé par la Chine, le gouvernement congolais et

la Banque mondiale. Comment appréciez-vous cet événement et quelle partition aviez-vous joué ?

D.O. : La Chine, dans ce forum, est représentée par le ministère des Finances et la Banque de développement de Chine. Nous avons plutôt le bonheur d'accueillir cette année, la cinquième édition de ce forum car elle est

bénéfique pour l'Afrique. Nous avons travaillé sous la houlette de la commission nationale d'organisation qui a été mise en place pour sa réussite. C'est un moment très important, un honneur et une très bonne occasion pour nous car, cela se situe juste après l'accord que le gouvernement venait de signer avec le Fonds monétaire international. A travers cet accord, nous allons créer les conditions pour le redécollage de notre économie. Je pense que ce forum qui mobilise des personnalités de haut niveau, d'opérateurs économiques chinois, congolais et africains pourra aider le Congo à repartir sur une bonne base.

L.D.B. : Que dites-vous aux Congolais qui veulent aller en Chine pour des affaires ?

D.O. : Personne ne les empêche. L'Etat chinois a besoin de l'appui des partenaires privés. Il y a de l'espace pour que Congolais et Chinois ainsi que d'autres partenaires se mettent ensemble pour travailler.

Propos recueillis par Gloria Lossele

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUE

L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

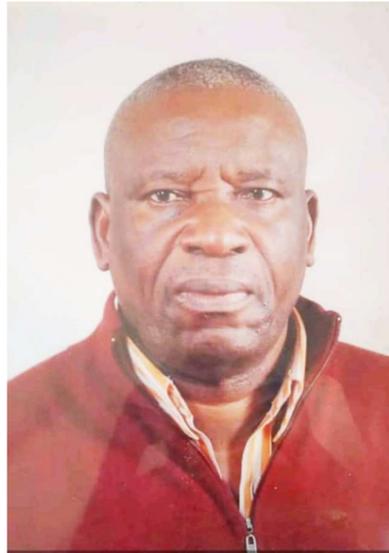
Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

IN MEMORIAM



Déjà quatre années que tu nous a quittés papa ! Le temps passe si vite, mais ton souvenir est plus que jamais là. A l'occasion de ce triste quatrième anniversaire du décès de notre très cher bien-aimé père et mari, Gilbert Okondza, les enfants Okondza : Justin, Opias, Gilthèse, Gandy, Gracette, Espérence, Viha, la veuve Thérèse Okondza et la famille vous prient de se joindre à eux, afin d'avoir une pensée en mémoire de l'âme de cet illustre homme. A cet effet, une messe pour le repos de son âme sera dite le dimanche 15 septembre 2019, à 10h30 en l'église Notre Des Victoires, ex Sainte Marie de Ouenzé. Papa, nous ne t'oublierons jamais, que Dieu te bénisse.

PROGRAMME DES OBSEQUES DE M. BOKASH-BIALO



La famille Bockash-Bialo a la profonde douleur de vous annoncer le décès inopiné de leur père, Bokash-Bialo, survenu le 20 août 2019 à Paris, en France. La dépouille arrive à Brazzaville le 11 septembre à 18h par le vol régulier d'Air France. L'enterrement aura lieu le 14 septembre d'après le programme ci-après:-
-08h: levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
-09 h: recueillement au domicile familial, au n°189 bis rue Ombélé à Ngamakosso-Talangai ;
-11h 30: départ pour l'église Saint- Jean-Baptiste de Talangai ;
-13h 30: départ pour le cimetière Bouka.

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE Mme LISA NIGOUL

La famille Robert Barillion et ses proches ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de Mme Lisa Nigoul, ancienne directrice de la société Unifac, survenu le 9 septembre 2019, à Brazzaville. L'inhumation aura lieu à Brazzaville le samedi 14 septembre 2019, selon le programme ci-après :
-11h00 : messe en la paroisse Saint-François d'Assises à Bacongo (Cf rond-point CCF) ;
-12h30 : départ pour le cimetière Ma Campagne.



Mme Itoua née Charlem Léa Legnoki, journaliste au quotidien Les Dépêches de Brazzaville, Symphorien Legnoki, Raïssa Legnoki, l'adjudant Ngambomi Roland, Tsoumou Legnoki Ibanes et tous les enfants Ngambomi ont le regret d'informer les parents de Pointe-Noire, Mossaka, Loukolela, Impfondo, Bomioko et Bokombo ainsi que les amis et connaissances, le décès de leur frère, Josias Legnoki survenu, le 9 septembre 2019 au CHU de Brazzaville des suites d'une courte maladie. La veillée mortuaire se tient au n°3 de la rue Souanké /Talangai Brazzaville. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un **Espace de Vente:**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le secrétariat général confronté à multiples problèmes

Le constat a été fait par le nouveau ministre, Aggée Aje Matembo Toto, après une récente visite de la structure, dans le cadre de la politique de proximité qu'il veut instaurer dans son département.

La descente d'Aggée Aje Matembo Toto au secrétariat général de l'aménagement du territoire est intervenue tout juste après sa prise de fonction en tant que ministre, pour faire l'état des lieux de ce secteur en pleine réforme. D'où, l'importance de s'entretenir avec tous les cadres et agents sous sa tutelle, pour s'imprégner des réalités de leur travail au quotidien.

« L'administration a une place de choix dans ce que nous allons commencer à faire. Au terme de notre visite, nous avons remarqué que les conditions ne sont pas très bonnes pour qu'une administration

puisse bien fonctionner », a fait savoir le ministre, réalisant, par exemple, que trois directeurs se partagent un même bureau.

Outre ce fait, le nouveau patron de l'Aménagement du territoire a déploré l'absentéisme du personnel. « Le constat est très amer parce qu'il y a un personnel incomplet. C'est pourquoi nous avons convoqué une réunion extraordinaire pour écouter le secrétaire général qui doit nous dire clairement tout ce qu'il a comme problème et ensemble, nous allons décider afin de définir les priorités », a-t-il expliqué.

Aggée Aje Matembo promet



Aggée Aje Matembo visitant le secrétariat général de son ministère

« Le constat est très amer parce qu'il y a un personnel incomplet. C'est pourquoi nous avons convoqué une réunion extraordinaire pour écouter le secrétaire général qui doit nous dire clairement tout ce qu'il a comme problème et ensemble, nous allons décider afin de définir les priorités »

de travailler en collaboration parfaite et permanente avec l'administration. « Je ne vois pas quel résultat nous pouvons atteindre sans l'administration. L'administration vient en appui, donc elle doit nous accom-

pagner. Nous nous sommes les politiques, nous passons mais l'administration demeure », a souligné le ministre.

Pour sa part, le secrétaire général intérimaire, Jean-Pierre Khonde Wa Masinga,

s'est réjoui de cette visite, la première du genre de la tutelle, pour toucher du doigt la réalité de son administration. Il attend, de la part du ministre, la solution à ces difficultés constatées.

Blandine Lusimana

DIPLOMATIE

L'Américain Alex Azar attendu ce jeudi à Kinshasa

Le secrétaire du département de la Santé et des services humains des Etats-Unis d'Amérique en République démocratique du Congo (RDC) séjournera dans le pays, du 12 au 14 septembre, et rencontrera quelques autorités congolaises avec lesquelles il entend discuter sur l'évolution de la maladie à virus Ebola.

L'administration Trump se dit très préoccupée par la maladie à virus Ebola qui sévit à l'est de la RDC. L'arrivée à Kinshasa ce jeudi d'Alex Azar est révélatrice de l'intérêt que portent les Etats-Unis à la situation sanitaire de ce pays. L'officiel américain est annoncé pour un séjour de trois jours, à en croire un communiqué de la section des Affaires publiques de l'ambassade des Etats-Unis en RDC. Le secrétaire du département de la Santé et des services humains des Etats-Unis mettra à profit son séjour pour discuter avec les autorités congolaises, notamment le président de la République ainsi que les ministres du secteur, sur l'évolution de l'actuelle épidémie d'Ebola pour entrevoir des dispositions censées mettre fin à sa propagation. « Outre sa rencontre avec le président Tshisekedi, le secrétaire Azar apprendra des experts congolais, dont le nouveau ministre de la Santé, Eteni Longondo et le Dr Jean-Jacques Muyembe comment les Etats-Unis peuvent appuyer les efforts



locaux et internationaux visant à arrêter l'épidémie du virus Ebola », peut-on lire dans le communiqué.

D'après l'ambassade des Etats-Unis, cette visite, la toute première du genre effectuée par un secrétaire du département de la Santé et des services humains en RDC, « démontre une fois encore l'engagement de l'administration Trump à travailler ensemble pour bâtir un Congo en meilleure santé ». Et de poursuivre : « Les Etats-Unis se tiennent aux côtés du peuple congolais et continueront de soutenir les efforts du gouver-

nement de la RDC visant à améliorer leurs conditions de vie ».

A noter que cette visite programmée d'Alex Azar à Kinshasa fait suite à celle effectuée, au mois d'août, par l'administrateur de l'Agence américaine pour le développement international, Mark A. Green. Ce dernier, lors de son passage en RDC, avait assuré le soutien de l'Usaid dans la riposte contre la maladie d'Ebola, qualifiée par l'Organisation mondiale de la santé d'urgence de portée internationale.

Alain Diasso

NORD-KIVU

Olpa s'insurge contre la mise à sac d'une station de radio à Oicha



Une marche organisée par Olpa à Kinshasa

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse note que l'acte posé constitue une entrave à la libre circulation de l'information.

L'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa) a déploré la mise à sac des installations de la radio du peuple, Oicha, une station communautaire émettant de cette cité située à Beni, dans le Nord-Kivu.

Cet acte, a indiqué l'association, constitue une entrave à la libre circulation de l'information garantie par la législation congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ce qui la conduit à exiger une enquête permettant d'identifier les auteurs afin qu'ils soient sanctionnés conformément à la loi.

Dans son communiqué du 10 septembre, l'ONG rappelle que les installations de la radio du peuple Oicha ont été prises d'assaut, le 9 septembre à 20 h (heure locale), par un groupe d'hommes armés en tenue militaire. Ces assaillants auraient menacé les agents trouvés sur place avant d'emporter le matériel de la radio dont trois ordinateurs, des téléphones portables, des clés USB, etc. A en croire Olpa, l'émetteur de la radio a également été endommagé, réduisant ainsi ce média au silence.

Cette association a indiqué, par ailleurs, que les hommes en tenue militaire avaient, quelques heures avant le forfait, fait irruption au domicile du directeur de la radio, Issa Musango.

Lucien Dianzenza

DROITS DE L'HOMME

Des cas de violation en augmentation en RDC

Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) dans le pays a publié récemment un rapport faisant état d'une augmentation des cas de violation de ces droits en juillet dernier.

La structure onusienne a documenté quatre cent quatre-vingt-deux violations des droits de l'homme sur tout le territoire congolais en juillet, contre quatre cent dix en juin. Cette hausse reflète essentiellement une augmentation du nombre d'atteintes attribuables aux groupes armés (52%) ainsi que du nombre de violations commises par des militaires des forces armées de la République démocratique du Congo (48%).

Le rapport du BCNUDH place le Nord-Kivu en tête des provinces affectées par les violations des droits de l'homme avec deux cent cinquante cas, représentant 53% des violations commises dans les zones en conflit, suivi du Sud-Kivu (quatre-vingt-six violations), du Kasai et du Kasai central (cinquante-cinq violations). Dans les provinces non affectées par les conflits, quatorze violations des droits de l'homme (3% du total) ont été documentées dont treize dans la ville de Kinshasa et un dans la province du Sankuru. « Les



agents de la police nationale congolaise en sont les principaux responsables (79% des violations)», a précisé le texte. Au total, près de 97% des violations documentées en juillet ont été commises dans les provinces affectées par les conflits (468 violations), entraînant la mort d'au moins cent dix-

sept civils, dont au moins vingt-trois femmes. Dans ces provinces, les groupes armés ont commis 54% de violations contre 46% pour les agents de l'Etat. En juillet, le BCNUDH a documenté trente-huit violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en lien avec la démocratie sur

Des policiers dans une rue de Kinshasa

l'ensemble du territoire, soit une diminution par rapport aux cinquante-cinq violations documentées au mois de juin. Contrairement à ce mois au cours duquel la tendance a été à la baisse (quatre cent dix), les cas de violation des droits de l'homme ont plutôt été crescendo en juillet (quatre

cent quatre-vingt-deux), approchant le chiffre de cinq cents atteint au mois de mai. « Ces tendances sont régulièrement partagées avec les autorités afin qu'elles prennent les actions nécessaires, y compris traduire en justice les auteurs présumés des violences des droits de l'homme documentées... », a relevé le rapport.

Au premier semestre de l'année en cours, le BCNUDH avait documenté 3 039 violations et atteintes aux droits de l'homme en RDC, soit une baisse par rapport à la même période de l'année précédente (3 324 violations). Cette tendance s'expliquait par une diminution de -8% du nombre de violations des droits civils et politiques et des libertés fondamentales enregistré à partir de février. « Elle est indicative d'une certaine amélioration de la situation des droits de l'homme qui est encourageante dans le cadre de la nouvelle période ouverte suite aux élections de décembre 2018 », a noté le rapport du BCNUDH.

Jeannot Kayuba

VIE ASSOCIATIVE:

«Telema mwana ya mapinga» met fin à sa campagne sur la gratuité scolaire pour les enfants des militaires

L'association a clôturé, le 9 septembre au camp policier Lufungula, dans la commune de Lingwala, à Kinshasa, son opération intitulée « Mwana ya mapinga kelasi ya ofele ».

La coordinatrice de la structure, Christella Kiakuba, et son équipe ont distribué des kits scolaires aux élèves orphelins de policiers vivant au camp Lufungula. L'association a saisi l'occasion pour sensibiliser et motiver les parents d'élèves de ce camp des policiers à envoyer leurs enfants à l'école et à faire le suivi de leur cursus.

L'association Telema mwana ya mapinga (TMM) avait lancé sa campagne « Mwana ya mapinga kelasi ya ofele », le 15 août dernier. Plusieurs activités ont été menées, notamment la sensibilisation porte-à-porte pour motiver les familles des militaires et policiers d'envoyer leurs enfants à l'école dans six différents camps de la ville de Kinshasa ; l'inscription des enfants orphelins de policiers et militaires dans des écoles logées dans les camps de la capitale, la remise des kits scolaires à plus de cent cinquante orphelins.

Des gestionnaires des écoles ont été aussi sensibilisés à la

compétence des enseignants des écoles des camps militaires et au dépôt d'un mémorandum avec l'importante recom-

mandation de l'élargissement du champ sur la gratuité de l'enseignement durant toute la période de l'obligation scolaire

universelle reconnue (18 ans) pour les enfants des policiers et militaires. TMM a également évoqué la réhabilitation

des écoles des camps à travers le pays. La campagne-plaidoyer « Mwana ya mapinga kelasi ya ofele » s'est fondée sur l'article 43 alinéa 5 de la Constitution qui stipule que « l'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics ». L'association a formulé des recommandations au gouvernement, au parlement et d'autres institutions compétentes dans le sens du respect de cette gratuité scolaire consacrée dans la loi fondamentale.

Créée en 2013 par un groupe de jeunes, enfants des militaires épris de justice sociale, TMM est une structure apolitique dont l'objectif majeur est de plaider pour l'amélioration des conditions sociales des policiers et militaires, conscientiser les enfants militaires à étudier et éradiquer les antivaleurs dans les milieux des camps, promouvoir la culture de la solidarité et d'aide mutuelle entre les membres.



Les membres de l'association et les enfants des militaires à la clôture de la campagne

Martin Engimo

ENERGIE ÉLECTRIQUE DU CONGO

Les abonnés dénoncent la non protection des niches

Dans plusieurs quartiers de la ville de Pointe-Noire, les niches à boîte EDF de la société sont sans protection et à la portée de tous. Le phénomène observé depuis un long moment préoccupe de plus en plus la population, en raison des risques que cela représente.

Le fait est constaté particulièrement dans l'arrondissement 5, Mongo Mpoukou. En effet, il n'est pas rare de voir une ou plusieurs niches à boîte EDF non couvertes dans une même ruelle avec des fils électriques et tout le dispositif bien visible. C'est le cas dans le CQ 503 Mbotta Raffinerie où deux niches sont ouvertes dans la rue Makaya-Patrice (deuxième rue après le carrefour Siafoumou-Raffinerie en partant de la nationale 5). Les

«Tout le dispositif est ouvert avec des fils électriques bien visibles et non protégés. N'importe qui peut y avoir accès, tripoter et créer des incidents»

deux niches se trouvent à une distance de moins de 100 m l'une de l'autre comme c'est le cas de



Niche à boîte EDF non protégée dans la rue Jean-Kando

celle de la rue Pierre-Kando (arrêt firmament, en allant vers la Raffinerie) et la rue Mpilikondi qui débouche sur l'avenue de la Coraf. Cela est aussi constaté au CQ 503 Raffinerie.

Ce fait, a expliqué un électricien, expose à des électrocutions en

cas de contact avec du fer, par exemple. Une mauvaise manipulation du dispositif peut aussi causer des coupures d'électricité. « Il y a risque d'électrocution aussi si on se hasarde à manipuler les fils électriques à main nue », a-t-il indiqué.

L'inquiétude est de plus en plus grandissante du côté de la population tenant compte de ces risques. « Tout le dispositif est ouvert avec des fils électriques bien visibles et non protégés. N'importe qui peut y avoir accès, tripoter et créer des inci-

dents », s'est insurgé André, chef de famille.

Pour une mère de famille ayant requis l'anonymat, les parents s'inquiètent particulièrement pour les enfants : « Nous, les grands, avons un peu conscience du danger que cela représente. La peur pour nous est qu'un enfant ou des jeunes, comme ils ont la manie de nos jours de vouloir prendre des risques pour montrer leur courage, aillent y toucher et que le pire arrive. Ces niches étaient pourtant toutes bien protégées. Mais on ne sait pas où sont passées les parties qui servaient à les couvrir », s'est-elle indignée.

Autre inquiétude, ce sont les eaux de pluies. La plupart de ces niches étant installées à même le sol, un drame peut survenir en cas d'inondation. Le souhait pour les parents est qu'elles soient protégées. « L'Energie électrique du Congo doit couvrir ces niches sinon trouver carrément un système ou un dispositif plus sécurisant », a lancé Guy, père de famille visiblement inquiet.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adlac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



CONCOURS DE BEAUTÉ

Mariana Okouya élue miss bio skin forever

Après une rude compétition, opposant onze candidates congolaises pour le sacre tant convoité, c'est finalement Mariana Okouya qui a remporté la couronne lors de la soirée de cet événement qui s'est tenue le 8 septembre, à Brazzaville.

La jeune fille d'à peine 17 ans a séduit le jury par son charme et son dynamisme, au bout d'une magnifique soirée pendant laquelle onze jeunes femmes se sont disputées la couronne de Miss bio skin forever 2019. En effet, concourir à l'élection et enfin remporter la couronne, la jeune femme en rêvait depuis toute petite. Sans nul doute, la victoire n'était pas d'office acquise pour Mariana. Au cours de cette première édition, les onze candidates se sont données corps et âme pour être l'ambassadrice de la beauté naturelle. Elles ont d'abord effectué une première sortie en jeans et t-shirt pour se faire connaître au public. S'en est suivie une deuxième sortie en



La miss entourée de ses deux dauphines / Adiac

« La compétition était de taille. Toutes les candidates avaient du potentiel et je pense juste avoir été chanceuse. Maintenant que je suis couronnée, je me battraï pour être une très bonne ambassadrice, en dépit de mon jeune âge et de mes occupations personnelles »

pagne pour la danse. Sur une musique signée Kingoli authentique, les chorégraphies enthousiastes et langoureuses ont permis aux miss de se déchaîner sur scène. Le troisième passage en tenue de plage a extasié le public. A en croire les membres du jury, c'était un impératif afin de valoriser la teinture naturelle qui n'a pas besoin d'être agressée pour être belle.

Après le défilé en tenue de plage, chaque candidate s'est

exprimée autour du thème évocateur de cette première édition qui n'était autre que « La dépigmentation ». Ce dernier a été bien défendu par les miss qui jugent inacceptable le fait de recourir à cette pratique aux conséquences fâcheuses pour la santé.

Au fil des sorties, six d'entre elles ont attiré l'attention des membres du jury qui les a soumises au dernier challenge fondé sur la culture générale. Un moment assez stressant

marquait le dernier virage pour les candidates.

Après un suspense comble, le jury s'est enfin prononcé. Du haut de son 1m71 sur 49kg, Sandy Mariana Okouya Gombet, élève en première scientifique, a été sacrée Miss bio skin forever 2019. Les places de première et deuxième dauphines ont été respectivement occupées par Ryane Helna Yokah, 19 ans, étudiante en licence II en langue française, et Adriana Marcelline Konda,

16 ans, élève en 1ère A. Par ailleurs, les titres de miss fair-play, charme et élégance, ont été respectivement remportés par Amour Dock, Ninelle Ndinga et Séphora Essombo.

« La compétition était de taille. Toutes les candidates avaient du potentiel et je pense juste avoir été chanceuse. Maintenant que je suis couronnée, je me battraï pour être une très bonne ambassadrice, en dépit de mon jeune âge et de mes occupations personnelles », a dit la miss bio skin forever.

Au terme de la compétition, toutes les onze candidates bénéficieront d'un séjour d'une semaine à l'hôtel Saphir. La miss et ses deux dauphines bénéficieront d'une formation en hôtesse d'accueil octroyée par la société Sim Aerospace.

Courant son mandat, la miss bio skin forever sera l'ambassadrice de la marque et bénéficiera, entre autres, d'une formation en développement personnel, de voyages aller-retour à Pointe-Noire, au Gabon et à Dubaï. La première dauphine jouira d'une formation de deux mois en anglais, d'une séance de massage à la beauté chinoise et d'un voyage à Dubaï. Quant à la deuxième, elle recevra également une séance de soin à la beauté chinoise.

Merveille Atipo, stagiaire

BASKETBALL

La NBA et le groupe OCP se lancent dans la construction des infrastructures sportives en Afrique

Les deux parties ont signé, le 9 septembre à Johannesburg, en Afrique du Sud, un partenariat pluriannuel portant sur le développement de la discipline dans certains pays du continent, notamment au Rwanda et au Maroc.

La collaboration entre les deux organisations sera fondée sur le développement des programmes Jr. NBA (National basketball association), l'enseignement des compétences essentielles et la construction de nouveaux terrains de basketball à Khouribga et Benguerir, au Maroc, ainsi que dans la capitale du Rwanda, Kigali. La mise en place de cet accord constituera un pouvoir de transformation du basketball

pour l'émancipation de la jeunesse marocaine et rwandaise ainsi que leur entourage.

A en croire le communiqué de presse de la NBA Africa, ce partenariat permettra également aux joueurs et coaches de prendre part à des séminaires interactifs sur les compétences de base, qui se concentreront sur l'enseignement du leadership, des compétences en communication et une sensibi-

lisation sanitaire. « La jeunesse est pleine de talent et d'énergie et le but de ce projet est de lui fournir une structure où elle pourra développer son potentiel grâce à un état d'esprit d'excellence et d'en-

cadrement focalisé sur le leadership et le développement personnel. Nous sommes vraiment heureux de lancer ce fabuleux projet avec la NBA à Khouribga et Benguerir », a précisé Mostafa Terrab.

président directeur général du groupe OCP.

Notons que la NBA est une entreprise liée à l'univers du sport et des médias, construite autour de quatre ligues sportives professionnelles : la National basketball association, la Women's national basketball association, la NBA G League et la NBA 2K League. Elle est très présente à l'international avec des matchs diffusés dans deux cent quinze pays, cinquante langues différentes et vend ses produits dans plus de cent mille magasins répartis dans cent pays. De son côté, le groupe OCP, basé au Maroc, est un leader de la roche phosphate et le premier producteur mondial d'engrais à base de cette matière.

Rude Ngoma (stagiaire)



« La jeunesse est pleine de talent et d'énergie et le but de ce projet est de lui fournir une structure où elle pourra développer son potentiel grâce à un état d'esprit d'excellence et d'encadrement focalisé sur le leadership et le développement personnel. Nous sommes vraiment heureux de lancer ce fabuleux projet avec la NBA à Khouribga et Benguerir »